

Forum de Niamey - le face-à-face entre paysans et décideurs politiques

Le Pays (Ouagadougou)

10 Novembre 2006

Publié sur le web le 10 Novembre 2006

Abdoulaye Tao (envoyé Spécial)
Niamey

Le forum sur la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest organisé par le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) s'est ouvert le 7 novembre 2006 à Niamey.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Premier ministre du Niger, Hama Amadou, devant plus de 300 participants. Le ton était au dialogue entre décideurs politiques et acteurs sociaux pour inverser la tendance actuelle qui empêche l'agriculture de la région de produire ce dont les populations ont besoin et de pouvoir vivre de leurs activités.

La plus grande rencontre jamais organisée entre décideurs politiques et organisations paysannes a démarré le 7 novembre 2006 à Niamey sur les bords du fleuve Niger. Plus de 300 paysans venus des 12 pays membres du ROPPA (organisatrice du forum), des chercheurs et des représentants d'administrations publiques sont réunis autour de la question de la souveraineté alimentaire.

L'objectif des paysans africains est d'interpeller les décideurs sur la nécessité de sortir l'agriculture des négociations politico-financières en cours au niveau de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Dans le même temps, le ROPPA, par la voix de son président N'Diogou Fall, demande aux Etats de jouer leur partition. Il s'agit principalement de développer les potentialités agro-sylvo-pastorales, de faire de l'espace CEDEAO un vaste marché pour les productions locales, et surtout de protéger ce marché contre les importations hors zone qui, à terme, vont tuer l'agriculture de la région.

Le président du ROPPA a annoncé le chiffre de 2200 milliards de francs CFA d'importations de produits alimentaires pour l'année 2003. Tout en reconnaissant les efforts des autorités et des gouvernants contre l'insécurité alimentaire, le ROPPA estime que les stratégies de développement en cours "sont corrompues par le système de coopération alimentaire" qui crée une sorte de dépendance. Il a interpellé les décideurs sur les risques encourus

"Qu'on ne nous demande pas l'impossible"

Il leur a demandé de joindre l'acte à la parole en mettant en oeuvre les décisions prises librement à Maputo d'accorder 10% du budget des Etats à l'agriculture. Les producteurs sont prêts à relever le défi de la souveraineté alimentaire à condition qu'il y ait un vrai dialogue entre les acteurs concernés, accompagné par un développement des infrastructures de production telle l'augmentation des superficies irriguées de 2% actuellement à 6%. Dans le cas contraire, qu'on ne nous demande pas l'impossible" a-t-il conclu.

La CEDEAO, par la voix de son secrétaire exécutif adjoint, M. Afolabi, indique qu'elle est consciente des enjeux du forum, depuis 3 ans, et qu'un dialogue permanent existe entre le secrétariat et le ROPPA dans ce sens. Le secrétaire exécutif adjoint a reconnu qu'il est temps de changer de méthode et de ne pas s'arrêter seulement aux enjeux économiques de la question de la souveraineté alimentaire. Au regard des potentialités de la région, il a

estimé que c'est un "scandale au quotidien" que de constater que 4 millions de nos concitoyens ont faim. Il est temps, selon lui, de traduire les discours en réalité.

La CEDEAO est sensible à la préoccupation des producteurs sur le TEC (Tarif extérieur commun) qu'elle estime trop favorable à l'importation des produits alimentaires qui menace l'agriculture de la région. Elle a averti que les partenaires(à l'OMC) ne sont pas prêts à faire des concessions. D'où le blocage des négociations et les négociations bilatérales à travers les APE. Exclure l'agriculture des négociations ? Trouver un système de prélèvement compensatoire ? Pour le représentant de la CEDEAO, le débat est ouvert, et il est nécessaire qu'il soit transparent et qu'il comble les attentes des acteurs.

Le Premier ministre nigérien, Hama Amadou, qui a présidé la cérémonie d'ouverture du forum, a mis également le doigt sur la dépendance alimentaire des Etats. Il a déploré le fait que la région ait importé du riz, du lait et du sucre pour plus de 1000 milliards de francs CFA, alors que le potentiel est disponible pour produire sur place. La réduction de la dépendance alimentaire est donc une priorité, selon lui. Et la politique agricole commune de la CEDEAO en fait cas.

Les quatre jours d'échanges, entre paysans, chercheurs indépendants et décideurs politiques vont permettre de jeter les bases d'un nouveau dialogue pour permettre à l'agriculture africaine de décoller. Tel est l'espoir des 300 paysans convoyés par cars et par avions sur Niamey pour l'occasion.